

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 01 juin 2022

Objet n° 17 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: Mme Cécile Jodogne, Bourgmestre ff-Présidente; M. Vincent Vanhalewyn, Échevin; M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Adelheid Byttebier, Échevine; M. Michel De Herde, Échevin; M. Frederic Nimal, Mme Deborah Lorenzino, MM. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mme Lorraine de Fierlant, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mme Angelina Chan, MM. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mme Done Sonmez, MM. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, MM. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mme Maïté Bodart, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: Mme Sihame Haddioui, Echevin; Mmes Fatiha El Khattabi, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: Mmes Naima Belkhatir, Marie Nyssens, Conseillers communaux.

#Objet : Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes - Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 4 et 7 abstention(s). 2 membres n'ont pas voté

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le règlement général de police (commun aux 19 communes bruxelloises) du 27 mai 2020, entré en vigueur le 1^{er} septembre 2020 ;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 fixant les conditions et le modèle du protocole d'accord en exécution de l'article 23 de la loi relative aux sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement ;

Vu le protocole d'accord relatif aux infractions de roulage au sens de l'article 3,3 qui avait été ratifié par le Conseil Communal en date du 28 janvier 2015 ;

Considérant que l'article 23 de la loi précitée prévoit que pour les infractions visées à l'article 3 (les infractions mixtes et les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement), un protocole d'accord peut être conclu entre le Procureur du Roi compétent et le Collège des Bourgmestres et Echevins ;

Considérant que cette disposition précise expressément que pour les infractions relatives à l'arrêt et au stationnement, l'établissement d'un protocole d'accord est obligatoire ;

Considérant que cet article définit le protocole d'accord comme « une convention établie entre le collège des bourgmestres et échevins ou le collège communal et le procureur du Roi compétent concernant les infractions mixtes » ;

Considérant qu'il s'agit en réalité d'établir une façon de travailler avec le Parquet afin de déterminer qui, du Parquet ou du Fonctionnaire Sanctionnateur, est compétent pour quel type d'infraction repris dans l'arrêté du 9 mars 2014 précité ;

Considérant que les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale se réunissent régulièrement afin de tenter d'harmoniser les pratiques au sein des 19 communes (GTI SAC);

Considérant que la loi précitée permet que le protocole d'accord en matière d'arrêt et de stationnement soit commun à une zone de police;

Considérant qu'il est de l'intérêt des zones de police de travailler avec un protocole d'accord identique à l'ensemble des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il est de l'intérêt des dix-neuf communes de la Région de Bruxelles-Capitale de travailler ensemble avec un protocole d'accord identique ;

Considérant qu'il est de l'intérêt du Parquet de travailler avec un protocole identique dans les dix-neuf communes ;

Considérant surtout qu'il est de l'intérêt du citoyen de se voir appliquer un protocole d'accord identique quel que soit l'endroit où il se trouve dans la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'un tel protocole d'accord, commun aux 19 communes, avait déjà été ratifié par le Conseil communal en date du 28 janvier 2015 ;

Considérant que les places de stationnement pour les personnes à mobilité réduite, n'étaient pas reprises dans la liste des articles, vu que le Parquet souhaitait de continuer à les poursuivre eux-mêmes ;

Considérant qu'au vue de leur charge de travail, le Parquet se trouve aujourd'hui dans l'impossibilité de pouvoir poursuivre ce type d'infractions de manière efficace ;

Considérant que le Parquet a formulé son accord pour les infractions au niveau des emplacements des personnes à mobilité réduite soit dorénavant poursuivis par les Fonctionnaires Sanctionneurs ;

Considérant l'avis positif qui a été rendu par le Procureur Général ;

Considérant que la loi précitée prévoit également que le protocole d'accord sera annexé au Règlement général de police et publié par le Collège des Bourgmestres et Echevins sur le site internet de la Commune si elle en dispose et/ou par la voie d'une affiche indiquant le lieu où le texte du protocole peut être consulté par le public;

DECIDE

Article unique :

Le protocole d'accord en matière d'infractions mixtes ci-dessous est ratifié.

Protocole d'accord relatif aux sanctions administratives communales en cas d'infractions mixtes. Infractions de roulage au sens de l'article 3, 3° de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales.

ENTRE:

La Commune de Schaerbeek, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom duquel agissent Madame Cécile Jodogne, Bourgmestre ff, et Monsieur David Neuprez, Secrétaire communal, en exécution de la ratification du Conseil communal du 1er juin 2022 ;

ET

Le procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, Monsieur Tim DE WOLF ;

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT:

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales, notamment l'article 23, §1^{er}, 5^{ème} alinéa, pour ce qui concerne les infractions de roulage ;

Vu les articles 119bis, 123 et 135, §2, de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2014 relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions au signal C3 et F103 constatées exclusivement au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT:

A. Cadre légal

La loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales (M.B. 1^{er} juillet 2013), ci-après dénommée « loi SAC », dispose dans son article 3, 3°, que le conseil communal peut prévoir dans ses règlements ou ordonnances une sanction administrative pour les infractions qui sont déterminées par le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres sur la base des règlements généraux visés à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière.

En l'espèce, l'article 23, § 1^{er}, 5^{ème} alinéa, de la loi SAC, rend obligatoire l'établissement d'un protocole d'accord pour le traitement des infractions de roulage au sens de l'article 3, 3° de la même loi.

Lesdites infractions sont par ailleurs reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 « relatif aux sanctions administratives communales pour les infractions en matière d'arrêt et de stationnement et pour les infractions aux signaux C3 et F103 constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement » (MB du 20/06/2014).

B. Cadre conventionnel

Article 1^{er} — Échange d'informations

a. Toutes les parties s'engagent à collaborer et à s'informer dans les limites de leurs compétences et garantissent la confidentialité de ces échanges.

A cet effet, le procureur du Roi désigne un ou plusieurs magistrats de son arrondissement, ci-après dénommés les "magistrats de référence SAC". Les magistrats de référence pourront être contactés par les communes liées par le présent accord en cas de difficultés concernant l'application de la loi ou le présent accord ou pour obtenir des informations sur les suites réservées à certains procès-verbaux.

b. Les coordonnées des magistrats de référence et des personnes de référence au sein des communes sont échangées entre les différents partenaires. La correspondance et/ou les échanges téléphoniques et/ou les courriers électroniques relatifs aux sanctions administratives leur seront adressés.

c. Les parties s'engagent à signaler sans délai toute modification des coordonnées des personnes citées ci-dessus.

Article 2. — Traitement des infractions

Préambule 1 : Seules les personnes physiques majeures et les personnes morales peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'arrêté royal du 9 mars 2014.

Préambule 2 : Il est expressément convenu entre les parties signataires que sont exclues du champ d'application des sanctions administratives communales, les infractions commises et constatées sur les parkings situés le long des autoroutes réglementées par le signal F7 (article 71 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique).

2.1 Le procureur du Roi s'engage à ne pas entamer de poursuites pour les infractions de roulage ci-après énumérées et les communes concernées s'engagent à traiter les infractions dûment constatées :

Infractions à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (dénommé « code de la route »), telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 :

1- Infractions de 1^{ère} catégorie :

Articles :

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2
- 23.1,1°
- 23.1,2°
- 23.2 alinéa 1er, 1° à 3°
- 23.2 alinéa 2
- 23.3
- 23.4
- 24, alinéa 1er, 2°, 4° et 7° à 10°
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°
- 27.1.3
- 27bis
- 27.5.1 à 27.5.3
- 70.2.1

- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (signaux C3 et F103 infractions constatées au moyen d'appareils fonctionnant automatiquement)

2- Infractions de 2^{ème} catégorie :

Articles :

- 22.2 et 21.4, 4^o
- 24, alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o, 5^o, 6^o
- 25.1, 4^o, 6^o, 7^o, 14^o

S'agissant des infractions visées ci-dessus, l'original du procès-verbal administratif est adressé directement au fonctionnaire sanctionnateur, à l'exception toutefois de ces procès-verbaux constatant des infractions à l'article 24, al.1er, 3^o dudit code de la route (cfr. point 2.2 ci-après).

Lorsque l'original est adressé au fonctionnaire sanctionnateur, le procureur du Roi en est informé selon les modalités suivantes : un listing est envoyé au parquet, section Police, une fois par trimestre et reprend le numéro de procès-verbal administratif, l'identité du contrevenant, l'adresse du lieu des faits (commune, rue et numéro), ainsi que la marque d'immatriculation.

2.2 Le procureur du Roi s'engage à apporter une suite (selon les modalités de sa politique de poursuites) aux infractions à l'article 24, alinéa 1er, 3^o à l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, telles que reprises dans l'arrêté royal du 9 mars 2014 (relatif à l'interdiction de mise à l'arrêt ou en stationnement sur les passages à niveau).

En ce qui concerne les infractions à cet article 24, al.1^{er}, 3^o, tel que visé ci-avant, les procès-verbaux administratifs actés par la police sont toujours envoyés au Procureur du Roi.

S'agissant des procès-verbaux administratifs actés par les agents-constatateurs, ils sont transmis au fonctionnaire sanctionnateur aux fins pour celui-ci d'en dénoncer les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au parquet de police — service contraventions - site PORTALIS - rue des Quatre Bras, 4 boîte 1, à 1000 Bruxelles.

2.3 Cas d'infractions de roulage constatées à charge de l'utilisateur d'un véhicule qui semble directement ou indirectement impliqué dans un accident, ou cas d'infractions où il existe un lien avec une autre infraction mixte pour laquelle, en vertu du présent protocole, il est prévu qu'une suite sera apportée par le procureur du Roi seul, ou cas d'infractions liées à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté :

Dans les deux premiers cas, le procès-verbal est transmis dans un délai d'un (1) mois au procureur du Roi. L'ensemble des infractions recevra une suite déterminée exclusivement par le procureur du Roi, selon les modalités de sa politique de poursuites et à l'exclusion de toute sanction administrative. Il en est de même s'agissant des procès-verbaux à charge de contrevenants sans domicile ni résidence connue sur le territoire du Royaume.

Dans le cas où l'infraction est liée à d'autres faits qui n'entrent pas en ligne de compte pour les sanctions administratives ou qui ont débouché sur une privation de liberté, l'application de la procédure des SAC est exclue.

Article 3.

Au cas où le fonctionnaire sanctionnateur compétent constate, en appliquant la procédure visant à infliger une amende administrative communale, que le suspect s'est manifestement encore rendu coupable d'autres délits, il dénoncera les faits, par application de l'article 29 du code d'instruction criminelle, au magistrat de référence SAC.

Compte tenu de la nature des faits dénoncés, le magistrat de référence SAC décidera s'il s'engage à apporter une suite pour l'ensemble des faits y compris celui ou ceux pour lesquels la procédure administrative était engagée. Il en informera, dans un délai de deux (2) mois de la dénonciation, le fonctionnaire sanctionnateur, lequel clôturera la procédure administrative. En l'absence de décision du procureur du Roi, le fonctionnaire sanctionnateur n'a plus la possibilité d'infliger une amende administrative.

Article 4.

Les différents partenaires se réuniront au moins une fois par an afin d'évaluer la situation et de faire le point sur les différentes procédures mises en place.

Article 5.

La présente convention entre en vigueur à partir du 1^{er} juillet 2022.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 01 juin 2022.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



La Bourgmestre ff-Présidente,



Cécile JODOGNE

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 01 juni 2022

Voorwerp nr 17 van de agenda

AANWEZIG: Mevr. Cécile Jodogne, wvd Burgemeester-Voorzitter; H. Vincent Vanhalewyn, Schepen; H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Adelheid Byttebier, Schepene; H. Michel De Herde, Schepen; H. Frederic Nimal, Mevr. Deborah Lorenzino, HH. Thomas Eraly, Quentin Van den Hove, Mevr. Lorraine de Fierlant, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Dönmez, Abobakre BOUHJAR, Mevr. Angelina Chan, HH. Axel Bernard, Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, HH. Arnaud Verstraete, Taoufik Ben addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Emel Dogancan, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkoui, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, Marie Nyssens, HH. Hamza BOUKHARI, Cedric Mahieu, Elyass EL YAKOUBI, Mamadou Bah, Kevin Likaj, Mohamed Echouel, Yuri DEBELDER, Mevr. Maïté Bodart, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; Mevr. Fatiha El Khattabi, Claire Geraets, Fatima Ben Abbou, Leticia Sere, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: Mevr. Naima Belkhatir, Marie Nyssens, Gemeenteraadsleden.

#Voorwerp : Protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval van gemengde inbreuken - Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 4 en 7 onthouding(en). 2 leden hebben niet gestemd

Gelet op de wet van 24 juni 2013 op de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het algemeen politiereglement (gemeenschappelijk aan de 19 Brusselse gemeenten) van 27 mei 2020 dat in voege is getreden op 1 september 2020;

Gezien het Koninklijk Besluit van 21 december 2013 tot vaststelling van de nadere voorwaarden en het model van het protocolakkoord in uitvoering van artikel 23 van de wet betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F 103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen ;

Gelet op de op 28 januari 2015 door de gemeenteraad bekrachtigde protocolakkoord inzake verkeersovertredingen in de zin van artikel 3.3;

Overwegende dat het voorgaande geciteerde artikel 23 van de wet voorziet dat voor de overtredingen gevisieerd door artikel 3 (gemengde inbreuken en inbreuken met betrekking tot het stilstaan en parkeren), een protocolakkoord kan afgesloten worden tussen de bevoegde Procureur des Konings en het College van Burgemeester en Schepenen ;

Overwegende dat in deze bepaling uitdrukkelijk wordt gesteld dat voor overtredingen inzake parkeren en ophouden de opstelling van een protocolakkoord verplicht is

Overwegende dat dit artikel het protocolakkoord omschrijft als « een overeenkomst die werd opgesteld tussen het College van Burgemeester en Schepenen of het gemeentecollege en de voor de gemengde inbreuken bevoegde procureur des Konings »;

Overwegende dat in werkelijkheid betreft om een manier van werken af te spreken met het Parket, zodanig dat kan omschreven worden wie, het parket of de sanctionerende ambtenaar, bevoegd is voor welke soort van inbreuken die opgenomen zijn in het besluit van 9 maart 2014 daar hierboven geciteerd werd ;

Overwegende dat de 19 gemeenten van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest regelmatig samenkomen om te trachten de praktijken binnen de 19 gemeenten te harmoniseren (ICW GAS) ;

Overwegende dat de hiervoor geciteerde wet toelaat dat het protocolakkoord inzake stilstaan en parkeren gemeenschappelijk is op niveau van de politiezone ;

Overwegende dat het in het belang is van de politiezones om samen te werken met een identiek protocolakkoord over de 19 gemeenten ;

Overwegende dat het in het belang is van de 19 gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om samen te werken met eenzelfde protocolakkoord

Overwegende dat het in het belang van het Parket is om te werken met eenzelfde protocol voor de 19 gemeenten

Overwegende dat het vooral in het belang van de burger is opdat eenzelfde protocolakkoord zou toegepast worden waar hij zich ook bevindt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overwegende dat een dergelijk protocolakkoord , gemeenschappelijk voor de 19 gemeenten, reeds op 28 januari 2015 door de gemeenteraad was bekrachtigd;

Overwegende dat parkeerplaatsen voor personen met beperkte mobiliteit niet in de artikelenlijst waren opgenomen, aangezien het Openbaar Ministerie deze zelf wilde blijven vervolgen;

Overwegende dat het openbaar ministerie, gezien hun werklast, het vandaag onmogelijk vindt om dit soort strafbare feiten effectief te vervolgen;

Overwegende dat het Openbaar Ministerie zijn akkoord heeft geformuleerd om de overtredingen op het niveau van de standplaatsen van personen met beperkte mobiliteit voortaan te laten vervolgen door de sanctionerende ambtenaren;

Overwegende dat de Procureur Generaal een positief advies heeft geformuleerd ;

Overwegende dat de voorafgaandelijk geciteerde wet voorziet dat het protocolakkoord moet geannexeerd worden aan het algemeen politiereglement en het College van Burgemeester en Schepenen de tekst van het akkoord zullen publiceren op de gemeentelijke website, indien deze over één beschikt, en/of door aanplakking van een bericht dat meldt waar het publiek het protocolakkoord kan inkijken;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het onderstaand protocolakkoord inzake gemengde inbreuken wordt geratificeerd:

Protocolakkoord betreffende de gemeentelijke administratieve sancties in geval van gemengde inbreuken. Verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

TUSSEN:

De gemeente Schaarbeek, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, in wiens naam Mevrouw Cécile Jodogne, Burgemeester wvd, en de heer David Neuprez, Gemeentesecretaris, handelen in uitvoering van de beslissing van de Gemeenteraad van 1 juni 2022;

EN

De procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement Brussel, de heer Tim De Wolf;

WORDT MEEGEDEELD WAT VOLGT:

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, met name artikel 23, §1, alinea 1, voor wat betreft de gemengde inbreuken, met uitzondering van de verkeersinbreuken, en artikel 23, §1, alinea 5, voor wat betreft de verkeersinbreuken;

Gelet op de artikelen 119bis, 123 en 135, § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2014 -betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen.

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

A Wettelijk kader

De wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties (BS van 1 juli 2013), hierna "de GAS-wet" genoemd, bepaalt in artikel 3, 3° dat de gemeenteraad in zijn reglementen of ordonnances een administratieve sanctie kan voorzien voor de inbreuken die worden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op basis van de algemene reglementen bedoeld in artikel 1, eerste lid, van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer.

Art. 23§1, al.5 van de GAS-wet vereist het opstellen van een protocolakkoord voor de behandeling van verkeersinbreuken krachtens artikel 3, 3° van deze wet.

De kwetsieuzen inbreuken zijn verder opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties voor de overtredingen betreffende het stilstaan en het parkeren en voor de overtredingen betreffende de verkeersborden C3 en F103, vastgesteld met automatisch werkende toestellen (BS van 20 juni 2014).

B Conventioneel kader

Artikel 1. - Uitwisseling van informatie

a. Alle partijen verbinden zich ertoe samen te werken en elkaar te informeren binnen de grenzen van hun bevoegdheden en staan garant voor de vertrouwelijkheid van deze uitwisseling. Daartoe duidt de procureur des Konings één of meerdere magistraten van zijn arrondissement aan, hierna de "referentiemagistraten GAS" genoemd. De referentiemagistraten kunnen door de door dit akkoord gebonden gemeenten gecontacteerd worden in geval van moeilijkheden bij de toepassing van de wet of het onderhavige akkoord of om informatie te verkrijgen over het gevolg dat aan bepaalde processen-verbaal werd gegeven.

b. De contactgegevens van de referentiemagistraten en de referentiepersonen binnen de gemeenten worden tussen de verschillende partners uitgewisseld. De briefwisseling en/of de telefoongesprekken en/of de e-mailberichten betreffende de administratieve sancties worden aan hen gericht.

c. De partijen verbinden zich ertoe elke wijziging van de contactgegevens van de voornoemde personen onverwijld mee te delen.

Artikel 2. - Behandeling van de inbreuken

Preambule 1: Alleen meerderjarige natuurlijke personen of rechtspersonen kunnen het voorwerp uitmaken van een administratieve sanctie overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 maart 2014.

Preambule 2: De ondertekenende partijen komen uitdrukkelijk overeen dat de inbreuken begaan en vastgesteld op parkings langs autosnelwegen waar het verkeersbord F7 van toepassing is (art. 71 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg) uitgesloten zijn uit het toepassingsgebied van de gemeentelijke administratieve sancties.

2.1 De procureur des Konings verbindt zich ertoe voor de hierna opgesomde verkeersinbreuken geen vervolging in te stellen en de betrokken gemeenten verbinden zich ertoe de naar behoren vastgestelde inbreuken te behandelen:

Inbreuken op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de 'wegcode' genaamd) zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014:

1- Bestrafte inbreuk van 1ste categorie:

Artikels:

- 22bis 4°, a)
- 22ter.1, 3°
- 22 sexies 2
- 23.1,1° 23.1,2°
- 23.2 alinea 1, 1° tot 3°
- 23.2 alinea 2
- 23.3
- 23.4
- 24 alinea 1, 2°,4° en 7° tot 10°
- 25.1, 1°, 2°, 3°, 5°, 8°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°

- 27.1.3
- 27bis
- 27.5.1
- 27.5.2
- 27.5.3
- 70.2.1
- 70.3
- 77.4
- 77.5
- 77.8
- 68.3 (borden C3 en F103 — inbreuken vastgesteld met automatisch werkende toestellen)

2- Inbreuken van 2de categorie:

Artikels:

- 22.2 en 21.1, 4°
- 24 alinea 1, 1°, 2°, 4°, 5°, 6°
- 25.1, 4°, 6°, 7°, 14°

Voor de bovenvermelde inbreuken wordt het originele administratief proces-verbaal opgestuurd naar de sanctionerende ambtenaar, uitgezonderd voor de inbreuken op art. 24, al. 1, 3° van de wegcode (cf. punt 2.2 hierna).

Als het origineel naar de sanctionerende ambtenaar opgestuurd wordt, wordt de procureur des Konings hierover geïnformeerd op de volgende wijze: één keer per trimester wordt een lijst opgestuurd naar het politieparket met de volgende gegevens: het nummer van het administratief proces-verbaal, de identiteit van de overtreder, het adres van de plaats van de feiten (straat, straatnummer en gemeente) en de nummerplaat.

2.2 De procureur des Konings verbindt zich ertoe een gevolg te geven (volgens de modaliteiten van zijn vervolgbeleid) aan de inbreuken op artikel 24 alinea 1, 3° op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg zoals opgenomen in het koninklijk besluit van 9 maart 2014 (stilstaan of parkeren op de overwegen).

In het kader van de procedure betreffende artikel 24, alinea 1, 3° van de wegcode, zoals hierboven bedoeld, worden de administratieve processen-verbaal, opgesteld door de politie, steeds opgestuurd naar de procureur des Konings.

De administratieve processen-verbaal, opgesteld door vaststellende ambtenaren, zullen overgemaakt worden aan de sanctionerende ambtenaar die de feiten zal aangeven in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering bij het Politieparket, Dienst Overtredingen (PORTALIS site – Vier Armenstraat 4 bus 1 te 1000 Brussel).

2.3 Gevallen van verkeersinbreuken, vastgesteld ten laste van de gebruiker van een voertuig die direct of indirect betrokken lijkt in een ongeval of gevallen waarbij er een verband is met een andere gemengde inbreuk horende tot de bevoegdheid van de procureur des Koning of inbreuken verbonden aan andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving:

In de eerste twee gevallen wordt het proces-verbaal binnen een termijn van een (1) maand overgemaakt aan de procureur des Konings. Enkel de procureur des Konings zal bepalen welk gevolg gegeven zal worden aan al deze inbreuken, met uitzondering van elke administratieve sanctie. Dit geldt eveneens voor processen-verbaal ten laste van overtreeders zonder gekende woon- of verblijfplaats in België.

Indien de inbreuk verband houdt met andere feiten die niet in aanmerking komen voor administratieve sancties of die hebben geleid tot vrijheidsberoving, is de toepassing van de GAS-procedure uitgesloten.

Artikel 3

Indien de bevoegde sanctionerende ambtenaar bij de toepassing van de procedure betreffende het opleggen van een gemeentelijke administratieve sanctie, vaststelt dat de verdachte zich kennelijk ook schuldig heeft gemaakt aan andere misdrijven, zal hij de feiten aangeven bij de referentiemagistraat GAS in toepassing van artikel 29 van het Wetboek van Strafvordering.

Rekening houdend met de aard van de aangegeven feiten beslist de referentiemagistraat GAS of hij een gevolg zal geven aan het geheel van de feiten met inbegrip van het feit of de feiten waarvoor de administratieve procedure werd ingesteld. Binnen de termijn van 2 maanden na de aangifte brengt hij de sanctionerende ambtenaar daarvan op de hoogte, die vervolgens de administratieve procedure afsluit. Zonder beslissing van de procureur des Konings heeft de sanctionerende ambtenaar niet langer de mogelijkheid om een administratieve geldboete op te leggen.

Artikel 4

De verschillende partijen komen minimaal een keer per jaar samen om de toestand te evalueren en een stand van zaken op te maken met betrekking tot de verschillende gebruikte procedures.

Artikel 5

Huidig protocol treedt in werking op 1 juli 2022.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 01 juni 2022.

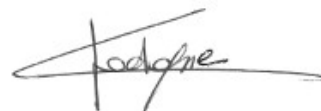
De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wvd Burgemeester-Voorzitter,



Cécile JODOGNE